COMPTE-RENDU CHSCT INFORMEL FINANCES 59 DU 17/04/20 (COVID-19)

Congés

La CGT Finances a dénoncé le choix du gouvernement de faire payer aux collègues les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables et dont ils subissent déjà largement les conséquences (confinement, garde d'enfant…).
Il est inacceptable d'imposer jusqu'à 10 jours de congés aux fonctionnaires confinés !

En parallèle, la prime potentiellement mise en place pour les collègues est indécente face à l'ampleur des risques que l'administration leur fait courir.

L'ensemble des administrations de notre CHSCT a botté en touche, attendant des consignes nationales. Elles se sont contentées de rappeler la position de la semaine dernière, à savoir :

- pour les collègues concernés par le PCA, congés possibles sauf nécessité de service,
- les congés déjà validés ne sont annulables qu'avec accord du chef de service.

La CGT Finances mettra tout en œuvre pour que ces mesures scélérates soient abandonnées, et le dévouement des collègues soit (enfin)reconnu à sa juste valeur.

DRFiP59

La direction a rappelé les mesures mises en place concernant le nettoyage suite à la transmission de la note du Secrétariat Général sur le sujet. Elle a assuré que, depuis mardi, l'ensemble des sites dispose d'une prestation de nettoyage pour chaque jour d'ouverture du service.
Le nettoyage doit être fait dans le bureau en l'absence des collègues.

Par ailleurs, la direction nous a assuré que les collègues disposent de gel hydro-alcoolique et de lingettes désinfectantes dans l'ensemble des services.
Si ce n'était pas le cas, n'hésitez pas à nous le signaler.

Aucune pénurie de matériel ne serait à craindre en l'état actuel selon la direction, sauf défaillance de fournisseur.

Les membres du CHSCT ont obtenu la mise en place, la semaine prochaine, d'une séance spéciale sur la campagne Impôt sur le Revenu (IR) pour s'assurer que les mesures nécessaires soient prises et que le minimum de collègues soient obligés d'être en présent dans les services.

La CGT Finances a de nouveau dénoncé la présence encore trop importante de collègues dans les services, alors que seuls les missions prioritaires doivent encore être réalisés.

En effet, le nombre de collègues présents ne cesse d'augmenter ces derniers jours, et nous sommes loin des chiffres du 2 avril avec 580 collègues présents (contre 775 le 15 avril).
Or, Selon la règle établie par la direction, moins de 450 collègues devraient être présents dans les services en respectant la rotation des 50 % de l'effectif concernés par le PCA daté du 6 avril.
Le niveau actuel est donc bien trop important (24,6 % à la DRFiP contre 13,6 % au niveau ministériel), même si de nouvelles missions ont depuis été ajoutées au PCA.
La CGT Finances a demandé la communication du nombre de collègues devant être présents chaque jour au PCA par service.

Nous avons, dans le contexte actuel, également pointé du doigt la limitation du télétravail qui plafonne localement à 15 % tandis que le ministère communique un chiffre de 35 %…

DIRCOFI

Peu d'informations nouvelles ont été obtenues. Depuis le début du confinement, soit le 17 mars 2020, tous les agents, y compris les directeurs, restent confinés chez eux en télétravail, pour près de 82 % d'entre eux et 16 % en ASA. La direction a, dans le cadre du volontariat, demandé aux agents de participer à deux missions d'assistance aux directions locales qui ont sollicité la DIRCOFI Nord (six sur dix à ce jour). La première mission, la campagne IR, doit consister à prêter assistance aux centres de contacts et impôts service. La seconde, doit permettre aux vérificateurs de contrôler les règles d'éligibilités des entreprises au Fonds de Solidarités. Près de 200 collègues se sont portés volontaires. Une réponse forte des collègues de la DIRCOFI Nord qui témoigne, s'il le fallait, de leur grande solidarité envers les agents des directions locales. Pour la campagne IR, 93 agents ont été retenus. Dix-sept répondront aux appels téléphoniques et le reste aux courriels via e.contact. Concernant les agents affectés aux appels téléphoniques, les représentants Cgt du personnel de cette direction ont demandé qu'ils soient équipés de casques spécifiques pour un meilleur confort.

Cette remarquable mobilisation des agents de la DIRCOFI Nord ne doit toutefois pas occulter une triste réalité. Des milliers d'agents des DR/DFIP de l'interregion prennent des risques énormes pour se rendre, en présentiel, dans les services faute de pouvoir exercer leurs missions prioritaires en télétravail. La CGT Finances ne comprend toujours pas pourquoi, les directions locales et la DIRCOFI Nord, conscientes des risques élevés de contamination pour les agents en présentiels, n'ont pas réaffecté un nombre plus important d'ordinateurs dans ces missions prioritaires. La DIRCOFI a botté en touche renvoyant la responsabilité à la direction générale.

INSEE

L'ensemble des collègues reste confiné.

Toutefois, nous avons été informé que 2 collègues devront passer sur le site de l'INSEE la semaine du 29 avril, pour réaliser une mission en présentiel pendant 2 jours.
La CGT Finances a déploré cette rupture de confinement et a demandé que l'ensemble des mesures soient prises pour que la sécurité des collègues soit assurée.

La direction a déjà assuré que du gel hydroalcoolique, des lingettes désinfectantes seraient mis à la disposition des collègues.
Nous avons demandé que le nettoyage soit réalisé en amont, le site de l'INSEE étant actuellement inoccupé.

Douanes

Pour la Direction Interrégionale et les directions régionales de Lille et Dunkerque, **nous avons demandé la transmission du PCA par service car nous constatons de grandes variations sur le nombre de collègues présents chaque jour.**
La CGT Finances a dû rappeler encore une fois que ne doit être présent que le nombre nécessaire pour réaliser les missions prioritaires et uniquement les missions prioritaires. La reprise de certaines missions LCF (intégrées au PCA de façon très floue) paraît en effet prématurée demandant le retour de nombreux agents dans les services.

Nous sommes conscients que de nombreux agents ont du mal à accepter le confinement, toutefois, il est de notre responsabilité d'insister sur le fait que n'ayant pas de précision sur ce qui se passera entre aujourd'hui et le 11 mai, voire plus, notre priorité reste la sécurité des agents et donc l'exigence d'une gestion équilibrée du confinement.
Nous précisons, par ailleurs, que l'indispensable anticipation sur l'après confinement ne doit pas nous faire brûler les étapes et, comme pour les écoles, les commerces....etc..., il est indispensable d'assurer la protection des agents avant de penser à «rattraper le retard» comme nous l'avons déjà entendu de la part de certains irresponsables hiérarchiques.
A ce propos nous constatons un déséquilibre entre les différentes directions des douanes dans l'organisation des cotes de service et proposons que pour les unités surveillance les directions tendent vers des services au maximum à 6 agents les matins et les nuits et quatre agents pour les services de l'après-midi (format qui nous semble en adéquation avec le trafic routier actuel très en de ça de la normale) et intégrant les collègues motards dans ces équipes de 4 ou 6 (le Directeur des douanes de Dunkerque prend acte de cette proposition qui pourrait rapidement concerner plusieurs unités de sa direction).

Nous insistons également sur les risques encourus par les agents dans les aubettes à Calais et demandons là aussi, considérant le trafic actuel (-35% au total et sans doute plus concernant les véhicules de tourisme), une diminution du nombre d'agents en présentiel.

Concernant le nettoyage, les directions des douanes n'ont commencé les démarches qu'à réception de la note du SG cette semaine. Le nettoyage journalier n'est donc pas encore mis en place. Pourtant, la CGT Finances demande, depuis plusieurs semaines, le nettoyage au moins quotidien sur l'ensemble des sites, de manière systématique (cf nos précédents compte-rendus).
Encore une fois, les directions sont plus zélées à écouter la DG que les représentants du personnel qui tentent uniquement de protéger nos collègues. Nous n'oublierons pas l'attitude de certains membres de la hiérarchie (en particulier un Chef Divisionnaire) expliquant que si les agents demandent des protections c'est pour travailler le moins possible.

Nous avons évoqué rapidement le rapport de l'inspection du travail qui, suite à notre droit d'alerte, appelle à la plus grande vigilance des directeurs sur la propagation du virus et à mettre en place toutes les mesures nécessaires pour limiter la propagation.

Comme a maintes fois alerté la CGT Finances, ce rapport, ainsi que les dernières études scientifiques tendent à montrer que le délai de 24h avant l'apparition des symptômes est un délai insuffisant et qu'un minimum de 2 à 3 jours bien plus souhaitable pour estimer le nombre de collègues à mettre en quarantaine, en cas de cas déclaré.
La réponse de la direction au rapport de l'inspection du travail fera l'objet d'un CHSCT dédié.

Le directeur des Douanes de Dunkerque a évoqué deux nouveaux cas déclarés d'être atteint du covid-19 à la BSI de Dunkerque. Plusieurs collègues ont été mis en quarantaine et une opération de nettoyage des locaux et des véhicules de services a été réalisé en accord avec les instructions nationales. Si tous les acteurs de prévention et la hiérarchie à tous les niveaux ont été réactifs, nous nous interrogeons, là aussi, sur la valse-hésitation lorsqu'il s'est agi, comme à Maubeuge, de décider combien d'agents devraient être confinés. (souhaitons que la réunion régionale des médecins de préventions, prévue cette semaine nous éclairera un peu sur les futures décisions à prendre en pareil cas)
La CGT Finances insiste sur la nécessité pour les directeurs d'être très attentifs aux agents, au cadres locaux qui, dans les différents services, gèrent au jour le jour, au plus près des agents, pris en le marteau et l'enclume, devant à la fois appliquer des directives parfois contradictoires et répondre aux interrogations de plus en plus nombreuses de nos collègues.
Si l'initiative de la psychologue du travail de prendre contact avec ces agents individuellement nous semble aller dans le bon sens, nous souhaiterions également que les Directeurs Régionaux des Douanes organisent un dialogue plus régulier avec les équipes qui dans les services se sentent parfois bien seules et pas seulement pour les inciter à respecter le volet LCF du PCA.
Enfin nous insistons sur l'absolue nécessité de prévoir dans la réflexion l'après confinement, d'anticiper les risques futurs et en particulier pour tous les services actuellement fermés d'être doté de tous les matériels nécessaires à une reprise d'activité moins dégradée.

Le mot d'ordre pour les collègues des Finances obligées de reprendre le travail, de contrôler, d'accueillir du public, de se retrouver confinés dans des bureaux trop petits ou à quatre dans une voiture, pourrait être le même que celui lancé par les personnels de l'Education Nationale… Pas de masque, pas de test; Le 11 mai, je reste chez moi!!!